

PLUS

**GOUVERNEMENT
CHAREST
LA RETRAITE
DANS LE DÉSORDRE**

Denis Lessard PAGE 4

**LES 100 JOURS
D'ARNOLD**

Alexandre Sirois PAGE 6

LE DIABLE EST AUX POSTES

Karim Benessaïeh PAGE 3



Ils se rendaient au travail, jeudi matin, à Madrid.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

LA PISTE D'AL-QAEDA

Le Conseil de sécurité des Nations unies « condamne dans les termes les plus vigoureux les attentats perpétrés à Madrid (Espagne) le 11 mars 2004 par le groupe terroriste ETA », affirme la résolution 1530 adoptée à New York dans les heures qui ont suivi l'attaque. Officiellement, donc, l'ETA est coupable. Mais si ce n'était pas le cas ?



ANDRÉ NOËL

Les pistes ne mènent pas vers l'ETA mais vers Al-Qaeda, affirme Claude Moniquet, président du Centre européen pour le renseignement stratégique et la sécurité, à Bruxelles. Un point de vue vers lequel penche Kevin O'Brien, autre expert, attaché à la Rand Corporation, de Santa Monica, en Californie. *La Presse* a recueilli leurs propos hier. Voici pourquoi ils privilégient l'implication d'Al-Qaeda.

1. L'ETA ne pratique pas les attentats de masse. Al-Qaeda, oui.

L'attaque la plus meurtrière revendiquée jusque-là par le groupe séparatiste basque a fait 21 morts dans un parking de supermarché à Barcelone en 1987. L'ETA a dit que c'était une erreur et a présenté ses excuses. De-

puis, le groupe terroriste a adopté la tactique des assassinats ciblés. Il a commis des meurtres de personnalités, comme un ancien président du Conseil constitutionnel, un avocat, un conseiller municipal. Il a aussi tenté d'assassiner le premier ministre José Maria Aznar.

En revanche, Al-Qaeda et ses groupes associés visent toujours à tuer le plus de gens possible. Le meilleur exemple, ce sont bien sûr les attentats du 11 septembre 2001, qui ont fait environ 3000 morts aux États-Unis. L'année dernière, Al-Qaeda a tué des centaines de personnes en Irak, en Turquie, en Arabie Saoudite, au Maroc et ailleurs.

2. Les attentats multiples caractérisent Al-Qaeda.

Le 11 septembre 2001, quatre groupes de pirates ont détourné autant d'avions. Trois d'entre eux ont percuté les tours jumelles du World Trade Center et le Pentagone; le quatrième s'est écrasé dans un champ avant d'atteindre sa cible. Le 12 mai 2003, des attaques suicide contre trois complexes résidentiels occupés en majeure

partie par des travailleurs étrangers ont fait 34 morts et 200 blessés (dont cinq Canadiens), à Riyad, en Arabie Saoudite. Quatre jours plus tard, des bombes ont explosé dans cinq lieux différents à Casablanca (Maroc), faisant plus de 30 morts. Ces deux séries d'attentats sont le fait de groupes reliés à Al-Qaeda.

À Madrid, jeudi, 10 bombes ont explosé dans quatre trains d'une même ligne ferroviaire à leur arrivée dans trois gares. « Les attentats multiples — ou *multiple targeting* en anglais — portent la signature d'Al-Qaeda », souligne M. Moniquet. Joint à Londres, M. O'Brien, de la Rand Corporation, ne se souvient d'aucun attentat multiple commis par l'ETA.

3. L'ETA revendique ses attentats, pas Al-Qaeda.

Sauf exception, le groupe terroriste basque a toujours revendiqué ses attentats. Cette fois, il a nié en être l'auteur. Peu avant les manifestations de vendredi, l'ETA a envoyé des démentis formels à un journal et à une station de télévision basques.

En revanche, un groupe qui affirme

être associé à Al-Qaeda, les Brigades Abou Hafs Al-Masri, a revendiqué les attentats dans un communiqué envoyé à un journal arabe de Londres. Il est vrai, cependant, que ce groupe a aussi revendiqué la grande panne d'électricité dans l'est de l'Amérique du Nord, l'an dernier. Une fumisterie évidente.

« On ignore si Al-Masri parle vraiment au nom d'Al-Qaeda, dit M. Moniquet. En fait, Al-Qaeda fait souvent ses revendications bien après les attaques, et de façon détournée. À un moment donné, une vidéo circule, montrant Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaeda, qui se réjouit du succès des attentats. Ce qui est important, pour Al-Qaeda, c'est le succès de la frappe. Le reste, c'est du verbiage. Ce qui est important, c'est que les militants concernés soient mis au courant : c'est bon pour le recrutement. »

Fait à signaler, le ministre espagnol de l'Intérieur Angel Acebes a annoncé hier, peu avant une heure du matin, qu'une vidéocassette se réclamant d'Al-Qaeda revendiquait les attentats perpétrés à Madrid

jeudi dernier. L'authenticité de la cassette n'a pas encore été vérifiée.

4. L'ETA prévient, pas Al-Qaeda.

L'ETA a revendiqué la responsabilité de la mort de plus de 800 personnes depuis 1968. Ce n'est pas pour rien qu'elle est tant détestée, autant par les Basques que par toute la population espagnole. Malgré son aspect sanguinaire, le groupe a souvent annoncé ses attentats, parfois même pour éviter d'assassiner des personnes non ciblées.

« À l'inverse, la surprise est une autre marque de commerce d'Al-Qaeda », souligne M. Moniquet.

5. Al-Qaeda a intérêt à faire des massacres, pas l'ETA.

« Al-Qaeda a gros à gagner en perpétrant des massacres comme ceux de Madrid, explique M. O'Brien. Depuis le 11 septembre 2001, l'organisation n'avait pas été capable de frapper un grand coup dans un pays occidental.

» Voir PISTE en 2



VINCENT MARISSAL

La fin de la lune de miel

Pendant les années du gouvernement péquiste, le pèlerinage annuel des ministres provinciaux des Finances chez leur homologue fédéral, Paul Martin, promettait toujours d'être un bon moment pour les journalistes de la colline parlementaire, qui profitaient de l'occasion pour renouveler leur stock de citations indignées de Bernard Landry.

À la sortie de l'une de ces infructueuses rencontres, M. Landry avait bien fait rire la galerie en affirmant que le repas que leur avait offert Paul Martin était plutôt quelconque, mais que les vins ontariens, par contre, surtout les blancs, ne cessaient de s'améliorer avec les années...

Visiblement, on ne peut pas en dire autant des relations fédérales-provinciales, malgré des débuts encourageants de l'ère Martin et les promesses d'instituer un « nouveau ton » plus constructif. La première rencontre des ministres des Finances des provinces avec leur nouvel homologue, Ralph Goodale, fin février, est passée pratiquement inaperçue à cause du scandale des commandites qui prend toute la place dans l'actualité nationale. Tant mieux pour le gouvernement Martin parce qu'on ne peut pas dire que ce fut un grand succès pour le renouveau des relations. En sortant des bureaux de Ralph Good-

le, le ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, n'avait pas la tête à parler de vin.

« On s'est fait confirmer une baisse de plus de 1,5 milliard de dollars pour l'an prochain, on s'est fait confirmer qu'il n'y aura pas fait d'argent pour la Santé dans le budget et puis, après huit mois de négociations avec Ottawa, des fonctionnaires, même pas le ministre, nous ont donné trois feuilles dans une enveloppe qui résumaient la nouvelle formule de péréquation. On nous a dit : ça va être ça, la nouvelle formule. Ça m'a mis en colère et je l'ai dit à M. Goodale », racontait récemment M. Séguin.

Sa réaction, raconte-t-on à Ottawa, a surpris Ralph Goodale, qui s'est senti bousculé par son confrère du Québec. Devant les médias, Yves Séguin a même lâché le mot maudit : « Le Québec pourrait retomber en déficit », a-t-il dit, une sombre perspective rapidement écartée par le premier ministre Jean Charest.

Quelques jours plus tard, en entrevue, Yves Séguin précisait : « Je n'annonce pas de déficit, mais ce que j'ai dit à Ottawa, je ne l'ai pas improvisé, c'était bien ressenti. On ne parle pas ici de 100 millions de différence, mais bien d'une somme colossale. »

Donc, Yves Séguin n'annoncera pas de déficit dans son budget du

30 mars, mais l'équilibre budgétaire exigera de lui et de ses fonctionnaires une grande créativité et probablement aussi quelques acrobaties comptables.

Il est venu cette semaine à Ottawa plaider à nouveau sa cause avec en main une étude du Conference Board disant que le fédéral nage et continuera de nager dans les surplus. Sans plus de succès. Le gouvernement fédéral est embourbé en ce moment dans le scandale des

« On ne parle pas ici de 100 millions de différence, mais bien d'une somme colossale. »

commandites et, par conséquent, le ministre Goodale, prépare un budget « sobre et responsable » pour la semaine prochaine. M. Séguin et ses collègues des autres provinces ne trouveront pas beaucoup d'oreilles attentives ces jours-ci dans la capitale fédérale. Ils ont même tenté d'ameuter l'opinion en lançant une vaste campagne publicitaire pancanadienne, mais l'initiative est passée relativement inaperçue sur la scène nationale, happée elle aussi par le grand trou noir du scandale des commandites.

Si le ton du ministre Goodale n'est finalement pas très différent de celui de son illustre prédécesseur, Paul Martin, les déclarations d'Yves Séguin, par contre, étaient cette semaine aux antipodes de celles de l'ancien ministre des Finances péquiste, Bernard Landry.

Ce dernier a maintes fois déchiré sa chemise dans le hall de l'édifice de la rue O'Connor en sortant de chez Paul Martin. M. Séguin, lui, n'a même plus de chemise à déchirer. Franchement, il avait l'air d'un quêteux cette semaine en implorant le fédéral de « l'aider » à boucler son budget.

Un ministre des Finances péquiste aurait dit : On exige d'Ottawa le remboursement immédiat et inconditionnel des impôts des Québécois détournés par le gouvernement fédéral. M. Séguin, c'est d'ailleurs ce que lui reprochent les partis de l'opposition à Québec, a choisi cette fois une approche plus conciliante. À moins de deux semaines du premier budget Goodale, il espère encore quelques heureuses surprises.

On peut débattre des mérites des deux approches, mais le problème fondamental reste le même : Ottawa, avec Jean Chrétien ou Paul Martin, ne reconnaît toujours pas l'existence d'un déséquilibre fiscal,

ce qui fait pourtant l'unanimité parmi les provinces. Yves Séguin est mieux placé que n'importe qui pour le savoir lui qui déposait, il y a tout juste deux ans, un rapport touffu sur le sujet.

Pas étonnant, dans les circonstances, que les provinces voient d'un très mauvais oeil cette soudaine affection du gouvernement fédéral pour les municipalités. « D'un côté, Ottawa nous dit ne pas avoir d'argent pour augmenter les transferts aux provinces, mais de l'autre, ils sont même prêts à revoir la loi sur la TPS pour accorder un financement stable et à long terme aux municipalités, s'indigne Yves Séguin. Quand j'ai déposé le rapport sur le déséquilibre fiscal, j'ai proposé que le fédéral donne aux provinces les revenus de la TPS et ils avaient répondu que c'était impossible. »

Il y a déjà deux ans qu'Yves Séguin traîne le rapport du déséquilibre dans sa mallette. De toute évidence, il reviendra le printemps prochain à Ottawa avec les mêmes arguments. Les démarches de cette année auront été, finalement, un grand coup d'épée dans l'eau. Entre le scandale des commandites et la préparation de la campagne électorale, les revendications des provinces figurent bien loin sur la liste des priorités du gouvernement fédéral.

Interview Jorge Semprun à La Presse

« On veut déstabiliser la démocratie »



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Ancien ministre de la Culture du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez de 1988 à 1991, Jorge Semprun est certainement l'Espagnol le plus célèbre de Paris, où il était arrivé avec sa famille en 1939 après la victoire militaire de Franco contre les républicains. Déporté à Buchenwald à l'âge de 20 ans pour fait de résistance, il a été de 1945 à 1960 l'un des responsables clandestins du Parti communiste en Espagne avant de prendre définitivement ses distances avec le mouvement communiste et de devenir, à partir de 1964, romancier et écrivain français à part entière. *La Presse* l'a joint vendredi à Paris.

Q *La Presse* : Quelle a été votre première réaction aux attentats de Madrid ?

R Jorge Semprun : D'abord horreur et indignation. Et puis perplexité, dans la mesure où la piste Al-Qaeda devient une hypothèse crédible. Bien que je n'aie aucune information privilégiée, je crois que le mystère ne sera pas vraiment éclairci avant quelques semaines, et certainement pas avant les élections de dimanche. Dans un premier temps, c'est à dire jusqu'à la découverte d'indices pouvant mener à Al-Qaeda, je n'ai eu aucun doute sur la responsabilité de l'ETA dans ce carnage. Et, pour l'instant, je n'exclus toujours pas cette première hypothèse. Il est

vrai que, jusqu'à un certain point, l'attentat aveugle, qui vise à tuer le plus grand nombre possible de civils, n'est pas dans la « manière » habituelle des terroristes basques. L'ETA avait plutôt coutume de s'attaquer aux symboles du pouvoir : militaires, policiers, élus. Ou alors d'avertir la police avant l'explosion. Mais s'avez-vous de l'attentat de Barcelone en 1987, qui avait fait 21 victimes et 45 blessés. Il y a eu de tragiques exceptions à cette règle.

Q Mais il n'y a jamais eu de bain de sang de cette ampleur. Pensez-vous comme d'autres qu'on assiste à une dérive d'une ETA affaiblie, plus isolée, et où des commandos jeunes et sans direction seraient aujourd'hui à l'oeuvre ?

R Vous savez, la dérive criminelle de l'ETA a commencé il y a longtemps déjà. On a dépassé la barre des 800 morts en trois décennies. Et tout le monde s'attendait à ce que l'ETA « s'invite » à la fin de cette campagne électorale, comme ce fut souvent le cas lors de précédentes élections. Peut-être le fait qu'il s'agit de la fin du mandat de José Maria Aznar y est-il pour quelque chose. Et, tout de même, il y a deux semaines, on a trouvé ces 500 kg d'explosifs dans un véhicule en direction de Madrid... De toute façon, l'une des stratégies des terroristes a toujours consisté à tuer des Espagnols, précisément pour que les Espagnols, à leur tour, réclament la mise à mort des Basques. L'autre volet de cette stratégie, c'est de déstabiliser la démocratie espagnole.

Je constate avec joie que ces deux objectifs ne sont pas atteints. Les Espagnols ne confondent pas Basques et ETA, et les Basques

eux-mêmes se sont dressés contre le terrorisme. Par ailleurs, les Madrilenos ont réagi avec calme et dignité. Ils ont spontanément donné en quelques minutes l'énorme quantité de sang dont avaient besoin les secouristes. Ils ont manifesté en masse dans les grandes villes espagnoles. Et tout porte à croire qu'ils exerceront normalement leur droit de vote. C'est la meilleure réponse possible au terrorisme.

Q Reste l'hypothèse Al-Qaeda, qui, du coup, expliquerait l'ampleur de l'opération et du carnage.

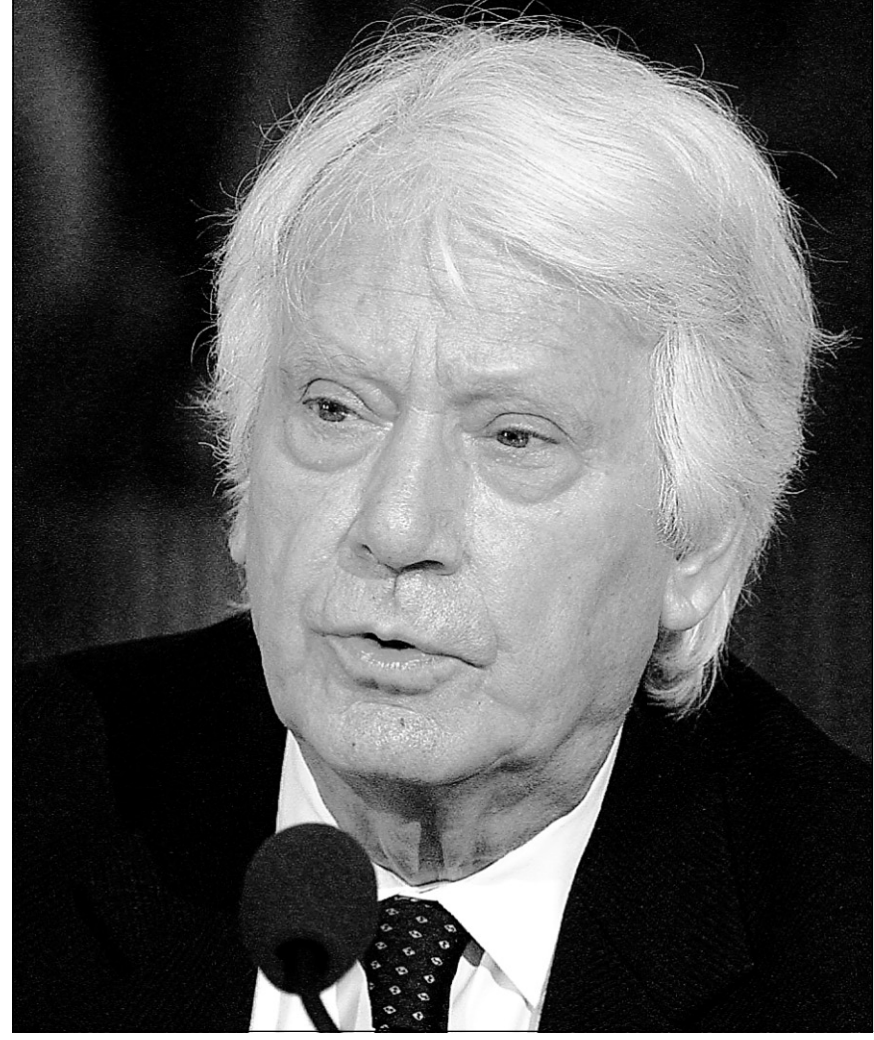
R Bien sûr. Il s'agit maintenant d'une hypothèse tout à fait crédible — et terrifiante pour tous les pays européens, puisque ce serait une première. Même si, encore là, la forme des attentats ne ressemble pas complètement aux méthodes et aux objectifs constatés depuis le 11 septembre. Presque partout et toujours, l'organisation s'est attaquée à des symboles évidents de la puissance américaine ou occidentale.

On n'était pas habitué à ce qu'ils s'attaquent à des trains de banlieue bondés de travailleurs. Mais il est vrai également qu'Al-Qaeda constitue davantage un sigle et un symbole de ralliement de tous les terrorismes islamistes plutôt qu'une organisation centralisée et homogène.

Q Mais dans ce cas, pourquoi l'Espagne aujourd'hui ? Certes, Aznar était en première ligne derrière Bush, mais est-ce que la cible prioritaire, dans cette perspective, n'aurait pas dû être la Grande-Bretagne ?

l'ETA. Mais le journal madrilène *El País* affirmait le contraire vendredi. Selon les premières analyses, les explosifs et les détonateurs utilisés dans les attentats de Madrid correspondent au matériel généralement employé par des groupes islamistes, et non par l'ETA. Une des bombes, cachée elle aussi dans un sac, n'a pas explosé, ce qui a permis aux services techniques de l'analyser.

Par ailleurs, la police a découvert sept détonateurs et une cassette de versets du Coran en arabe dans une camionnette volée à 35 km de Madrid. Le lieu de la découverte, Alcalá de Henares, était le point de départ



Jorge Semprun

PHOTO MARTIN SCHUTT, DPA

R L'un n'exclut pas l'autre : c'est peut-être une question d'occasion. Il est possible tout bêtement que la sécurité et les mesures antiterroristes soient moins efficaces en Espagne qu'en Grande-Bretagne. Et qu'il soit plus facile de manoeuvrer à Madrid qu'à Londres. En tout cas, si la piste islamiste se confirmait, il faudrait par la suite demander aux responsables politiques pourquoi davantage de mesures n'ont pas été prises sur le plan de la sécurité. Après tout, on sait aujourd'hui que les dernières réunions d'Al-Qaeda avant le 11 septembre ont eu lieu en Espagne. Et le juge antiterroriste Balthazar Garzon a déjà mis au jour des réseaux dormants. Je sais bien qu'il n'y pas de parade absolue contre le terrorisme. Mais il faudra se poser des questions sur les méthodes utili-

sées par les responsables espagnols.

Q Toujours dans cette hypothèse, faut-il aujourd'hui reprocher au premier ministre Aznar de s'être aligné sur le président Bush, à contre-courant d'une très large majorité d'Espagnols, et d'avoir ainsi attiré la foudre ?

R Ce sont deux éléments indépendants. Rien ne justifie en aucune manière de tels attentats. Mais, même s'il n'y avait pas eu un tel carnage ou si les islamistes n'y ont pas de responsabilité, José Maria Aznar demeure responsable d'avoir aligné inconditionnellement l'Espagne sur les États-Unis, et pour de mauvaises raisons. Et du coup d'avoir coupé l'Espagne du reste de l'Europe. Pour cette raison, sa politique est condamnable.

La piste d'Al-Qaeda

PISTE suite de la page 1

Si c'est elle qui a commis les attentats de Madrid, elle vient de prouver sa force. Il n'y a pas longtemps, elle avait nommé ciblé l'Espagne, à cause de son alliance avec les États-Unis dans la guerre en Irak. »

M. O'Brien ne voit pas en quoi les attentats serviraient les intérêts de l'ETA. « Cette hypothèse ne doit pas être exclue, ajoute-t-il cependant. Environ 650 membres de l'ETA ont été arrêtés l'année dernière. Des militants plus jeunes, plus fanatiques, ont peut-être voulu montrer qu'ils pouvaient continuer à faire des actions

d'éclat. » M. Moniquet rappelle que la cause de l'ETA recueillait déjà un appui bien marginal en pays basque. « L'ETA va perdre les quelques appuis qui lui restent si les enquêtes prouvent sa responsabilité, prévoit-il. Ses propres militants vont désertier le groupe. » L'assassinat de 199 personnes — en majorité des travailleurs et des étudiants — serait suicidaire pour l'ETA, mais salutaire pour Al-Qaeda.

6. Les premiers indices convergent vers Al-Qaeda.

Le gouvernement espagnol prétend que le matériel utilisé par les terroristes ressemble à celui employé par

des quatre trains visés. Malgré tout, l'ETA demeure la piste officielle du gouvernement espagnol.

La ministre espagnole des Affaires étrangères, Ana Palacio, a envoyé une circulaire aux ambassadeurs d'Espagne à l'étranger pour leur demander de défendre la thèse de la responsabilité de l'ETA.

Sur un plan politique, la responsabilité d'Al-Qaeda serait désastreuse pour le gouvernement espagnol, estime M. Moniquet. La décision du premier ministre Aznar de s'allier aux Américains en Irak deviendrait encore plus impopulaire, et cela en pleine période électorale.

Jointe à Washington, Danielle Pletka, vice-présidente des études de défense de l'American Enterprise Institute, fait la leçon aux experts qui avancent des hypothèses : « La vérité, c'est qu'on ne sait pas qui a fait les attentats. À quoi ça sert de spéculer ? » Mais une autre vérité, selon M. Moniquet, c'est qu'on ne peut pas écarter une dernière possibilité : que la police espagnole n'identifie jamais les coupables. Dans cette éventualité, les analyses ne sont pas inutiles, mais indispensables. Même incertaine, la menace que représente Al-Qaeda doit être prise au sérieux. Encore plus qu'avant le 11 mars.



Ces quatre timbres basés sur des dessins d'enfants et retravaillés par l'artiste Lise Giguère furent imprimés à plus de 1,5 million d'exemplaires.

COMMANDITES

Le diable est aux Postes

Le scandale des commandites étonne par son ampleur : 100 millions de dollars empochés par des agences de communication proches des libéraux. Mais comment des sociétés d'État ont-elles pu être mêlées à cette affaire ? Voici l'histoire de Postes Canada. Et de son concours de timbres visant à souligner le passage du millénaire.



KARIM BENESEAIEH

L'histoire commence deux ans avant le passage à l'an 2000. Partout sur la planète, on se prépare à clore le millénaire et les festivités s'annoncent mémorables. Inventée quelques mois plus tôt, l'expression « bogue de l'an 2000 » fait déjà frémir. Frémir ? Le mot peut sembler faible, certains prophètes de malheur prédisant rien de moins que la paralysie presque complète des sociétés occidentales. Dans cette ambiance plutôt morose, 32 pays, dont le Canada, se lancent dans un gigantesque concours débordant d'optimisme. Il s'agit d'inviter des millions d'enfants de 8 à 12 ans à dessiner des timbres pour « illustrer leurs espoirs, leurs rêves et leur vision du XXI^e siècle ». Lancée par l'administration postale des États-Unis sous le nom « Stampin' the Future », elle est traduite en un français approximatif par « Timbrons l'avenir ». La Société canadienne des postes décide d'embarquer dans le bateau et l'annoncera en juin 1998. Sans aucune analyse ou étude.

Et c'est là que commence l'enquête de la vérificatrice générale Sheila Fraser, publiée près de six ans plus tard. D'entrée de jeu, dans son désormais célèbre rapport, elle s'inquiète : « Nous n'avons pas trouvé de documents appuyant la décision de Postes Canada. Par exemple, aucune analyse de rentabilité ne vient préciser les objectifs de ce projet, le budget ou les résultats attendus. »

Un concours A mari usque ad mare
C'est d'autant plus étrange que le concours Timbrons l'avenir n'a rien d'un petit projet élaboré sur un coin de table. On ne veut ni plus ni moins solliciter la participation de dizaines de milliers d'enfants canadiens — 56 000 enverront finalement leur dessin. Des invitations seront lancées à plus de 12 500 écoles d'un océan à l'autre, et celles qui sont intéressées recevront une trousse d'information, des bulletins de participation et des affiches. Quatre timbres basés sur des dessins d'enfants et retravaillés par l'artiste Lise Giguère seront finalement choisis et imprimés à plus de 1,5 million d'exemplaires. Le budget de l'opération sera de plus d'un demi-million de dollars. « Ce n'était pas la première fois que Postes Canada faisait ça, ça s'était fait il y a une trentaine d'années, se rappelle Jean-Pierre Durant, philatéliste réputé qui signe notamment une chronique dans *La Presse*. On en a beaucoup parlé, de

ce concours-là, et dans toutes les publications philatéliques. »

Aucun document, donc, pour justifier la mise sur pied du concours. Mais c'est surtout à ce moment-là qu'apparaît Lafleur Communication, une firme omniprésente dans le rapport de la vérificatrice.

De Lafleur à l'interne
Les responsables à Postes Canada décident en effet de confier l'administration et la gestion de Timbrons l'avenir à cette firme sans appel d'offres, uniquement « à cause de la grande qualité des services de l'agence Lafleur dans le passé », note la vérificatrice.

C'est surtout à ce moment-là qu'apparaît Lafleur Communication, une firme omniprésente dans le rapport de la vérificatrice.

Questionné à ce sujet, le porte-parole de Postes Canada, François Legault, explique que Lafleur Communication avait été engagée à quelques reprises dans les années 90 pour « organiser des lancements de timbres ». « Quand on a un nouveau timbre, on fait toujours un lancement, c'est un événement à la fois médiatique et de relations publiques, précise M. Legault. Ça prend de l'organisa-

tion pour ces événements-là, et Lafleur nous en a fait quelques-uns, pas tous. C'était dans les règles, il n'y avait pas de problème-là. »

Aujourd'hui, assure le porte-parole, ces événements sont organisés « à l'interne ».

En 1998, on confie en outre à Lafleur la tâche de trouver des partenaires et de l'argent. L'agence se tourne vers un seul bailleur de fonds, le ministère des Travaux publics, et obtient 715 000 \$ dans le cadre du programme de commandites. C'est la Direction générale des services de coordination des communications (DGSCC) qui est chargée de transférer les fonds. Seulement 521 739 \$ parviendront finalement à Postes Canada en mars 1999, constate la vérificatrice. La différence va dans les coffres de Lafleur (62 609 \$) et de Media/I.D.A Vision (15 652 \$) qui, à titre d'agence de coordination, a droit à une commission de 3 %. La vérificatrice remarque en outre deux contrats de production et de promotion totalisant 114 740 \$ et payés à Lafleur en mai 1998 et avril 1999.

Méthodes « inhabituelles »
« Nous ne comprenons pas pourquoi la DGSCC n'a pas versé directement à Postes Canada, ce qui lui aurait évité d'avoir à payer des commissions », écrit la vérificatrice. Ironie suprême, les Travaux publics et Postes Canada relevaient à

cette époque du même ministre, Alfonso Gagliano.

Pourquoi aucun contrat n'a-t-il été signé avec Lafleur ? Quels étaient les barèmes en fonction desquels les factures ont été acquittées ? Pourrait-il s'être produit des paiements en double ? Toutes ces interrogations soulevées par la fonctionnaire l'amènent à suggérer une vérification de tout le programme de commandites et de marketing de Postes Canada.

La société d'État a obtenu la semaine dernière et a confié à la firme Deloitte et Touche le mandat d'examiner sa gestion depuis 1996.

Ces méthodes « inhabituelles », estime par ailleurs Mme Fraser, semblent avoir été conçues pour donner des commissions importantes à des agences de communication « tout en cachant l'origine de ces fonds et la vraie nature de ces opérations ».

C'est que l'objet même de l'opération, augmenter la visibilité du gouvernement fédéral, semble totalement futile puisque Postes Canada était déjà dans l'obligation d'utiliser le mot « Canada ». Dès 1996, en fait, un rapport commandé par Ottawa sur le mandat des Postes, et rédigé par George Radwanski, recommandait de « réaffirmer par tous les moyens possibles son identité fédérale en rétablissant les insignes du drapeau canadien ». La recommandation a été suivie. Sans même avoir eu besoin de commandite.

Cinq cadres et un projet

KARIM BENESEAIEH

Bien que le rapport de la vérificatrice générale regorge de détails sur les transactions « préoccupantes » de Postes Canada, on n'y donne aucune indication sur l'identité des responsables qui ont autorisé le projet Timbrons l'avenir. Cinq noms ont cependant été lancés mercredi dernier par le président-directeur général de Postes Canada, André Ouellet, dans une lettre qu'il a en-

voyée au comité des comptes publics des Communes et que *La Presse* a obtenue.

M. Ouellet, précisons-le, n'a été nommé qu'en janvier 1999, soit six mois après l'annonce du concours. Il était cependant président du conseil d'administration depuis janvier 1996.

« On a eu des différends avec Ouellet, mais on ne peut pas considérer ça comme une pure nomination partisane : il a une histoire aux Postes depuis les 30 dernières années », dit Denis Lemelin, vice-pré-

sident au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP).

À partir de 1998, cinq cadres ont « autorisé les transactions financières décrites dans le rapport de la vérificatrice générale », écrit le PDG. À titre de directrice des produits philatéliques, Micheline Montreuil a supervisé le concours de timbres. C'est elle qui chapeaute notamment le Comité consultatif des timbres et l'équipe qui travaille auprès des artistes chargés de réaliser les motifs des timbres. Elle était

en poste depuis au moins novembre 1998.

Son patron, Daniel Sawaya, était à l'époque vice-président pour la gestion des produits. Ancien cadre chez Procter & Gamble et Pepsi, recruté à Postes Canada en octobre 1998, il s'est surtout bâti une réputation enviable dans le marketing direct et la poste électronique. Stewart Bacon était vice-président aux relations avec la clientèle depuis 1994. Diplômé du Collège militaire royal de Saint-Jean et de l'École polytechnique, il a occupé différents postes de haute direction dans les ventes et le marketing chez Philips Electronics, Comterm et IBM Canada.

Vice-président aux communications depuis novembre 1997, Alain

Guilbert est le plus connu des cinq responsables. Originaire de Sherbrooke, il a eu une carrière fructueuse dans les médias, étant notamment président des Publications Transcontinental, dirigeant à *La Tribune*, *La Voix de l'Est*, le défunt *Actualité* et *Le Soleil*. Il a quitté ce quotidien en 1987 pour s'associer au Groupe Everest à titre de vice-président aux communications et ce, jusqu'en 1990.

Enfin, le PDG en poste au moment du lancement de Timbrons l'avenir était Georges Clermont, nommé en 1992 par Brian Mulroney et qui a pris sa retraite en 1998.

Le service de communications à Postes Canada a indiqué à *La Presse* qu'aucun de ces responsables ne souhaitait émettre de commentaires.

Les reculs de Jean Charest

Le 12 mars 2003, les libéraux de Jean Charest partaient en campagne électorale avec un programme clair et précis, qu'ils se disaient prêts à adopter coûte que coûte. Un an plus tard, ils battent en retraite dans le désordre. Autopsie d'une volte-face.



DENIS LESSARD

ANALYSE

« La population nous a donné un mandat très clair de changement... » a affirmé tout l'automne le premier ministre Charest. Mais de jour en jour, devant l'Assemblée nationale, les centrales syndicales le brûlaient en effigie et multipliaient les manifestations.

Aujourd'hui, les sondages sont impitoyables. Un an après les élections, sept francophones sur 10 sont insatisfaits d'un gouvernement qui, en début de mandat, devrait profiter d'une lune de miel avec l'électorat.

Et le premier ministre Charest vient d'appliquer frénétiquement les freins.

Son nouveau leitmotiv ? Le gouvernement est « à l'écoute » et veut « maintenir le dialogue avec la population ». M. Charest, qui, avant les Fêtes, disait avoir le mandat faire des changements même controversés, se décrit désormais comme un « apôtre de la consultation ».

La stratégie n'est pas nouvelle. Coïncé par l'échec de Meech, Robert Bourassa avait lancé la commission Bélanger-Campeau. Embê-

té par une échéance référendaire trop rapide, Jacques Parizeau avait envoyé tout le Québec discuter d'un « projet de société ».

Le gouvernement Bouchard avait multiplié les états généraux et Bernard Landry gagne aussi du temps avec son projet de « saison des idées ». Comme d'autres politiciens, Jean Charest demande lui aussi aux autres de parler pendant qu'il reprend son souffle.

En février, comme un magicien, Jean Charest avait sorti de son chapeau quatre sommets « thématiques ». L'opération consultation était si improvisée qu'aucun conseiller ne pouvait alors fournir de détails sur ces événements.

Depuis, ces quatre réunions sont passées à 19. Personne ne pouvait, cette semaine, expliquer avec précision l'opération, pas plus que le rôle que joueraient ses coprésidents, Liné Beauchamp, ministre passablement influente, dit-on, et Pierre Shedleur.

Ce dernier, vice-président de Bell Canada, n'a accepté que cette semaine de tenir la barre de ce navire, cédant à l'insistance de son copain, André Dicaire, le premier fonctionnaire du gouvernement.

Et, sous le couvert de donner des pistes aux débats du printemps, le gouvernement Charest y va du slogan « Briller parmi les meilleurs », qui tient davantage de la devise d'une polyvalente que d'un objectif gouvernemental.

Cette opération apparaît vite cousue de fil blanc. Les engage-

ments les plus coûteux pris par le Parti libéral à l'automne 2002 sont disparus comme par enchantement. Plus de mention de réduire les impôts de 1 milliard par année pendant les cinq prochaines années. Plus question non plus de réduire les impôts de 27 % en moyenne pour l'ensemble des contribuables. On s'engage plutôt à viser la moyenne canadienne — une réduction de 13 % des impôts.

Pour éviter l'affrontement, on passera par-dessus bord tous les projets litigieux. Les directeurs de contentieux du gouvernement constataient, perplexes, qu'il n'y aurait aucun projet de loi important débattu à la session parlementaire qui a débuté mardi. Le principal iceberg en vue, l'engagement d'abolir le *no-fault* dans l'assurance auto, a été reporté jusqu'à la fin de l'année 2004, au moins.

Autre source de controverse, la

Depuis des mois déjà, les chantiers marchent au ralenti. La flamme de la facture pour la Gaspésie a fait les manchettes, mais beaucoup d'autres travaux majeurs, celui du métro de Laval par exemple, sont déjà frappés par des dépassements de coûts importants.

Du côté des gens d'affaires, on est passablement agacé par les déclarations d'un Yves Séguin qui stigmatise les hauts salariés en promettant la lune aux moins nantis.

On ne parle plus guère de la « réingénierie » du gouvernement. Les centrales ont compris que rien ne bougerait de sitôt, que toute l'opération confiée à la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, était stoppée aussi, le temps de « consulter » davantage.

La grogne

La grogne empoisonne depuis longtemps le caucus libéral. Bien

Un an après les élections, sept francophones sur 10 sont insatisfaits d'un gouvernement qui, en début de mandat, devrait profiter d'une lune de miel avec l'électorat.

décision du gouvernement sur le Suroît a été repoussée d'abord de 60 jours, puis de cinq mois, peut-être même davantage.

Pourquoi ce changement d'attitude ? Parce que les signes négatifs se multiplient, et pas seulement dans les sondages.

Dans l'économie d'abord. Cette semaine, Henri Massé, président de la FTQ, a rencontré M. Charest pour faire le point sur les négociations dans le secteur de la construction. On appréhende une grève l'été prochain.

des députés se demandent pourquoi ils ont été laissés de côté quand ils observent les gaffes des ministres néophytes. M. Charest a, déjà, essuyé une première fronde. Des députés mécontents de ne pas avoir été consultés, ont haussé le ton pour qu'on retarde le projet du Suroît. Un coup de semonce important pour M. Charest.

Un premier départ — Russell Williams — sera probablement suivi d'autres.

Dans l'équipe ministérielle, les ratés s'accumulent. Quand les minis-

tres ne se contredisent pas entre eux, ils se contredisent eux-mêmes. Dans une série de pirouettes navrantes, le ministre des Ressources naturelles, Sam Hamad n'est pas parvenu, en trois jours, à expliquer clairement le cheminement du projet Suroît, alors que, en juin prochain, la Régie de l'énergie remettra son rapport.

Habituellement prudent, Michel Audet, titulaire du Développement économique, a annoncé prématurément cette semaine une enquête sur les dépassements de coûts de la Gaspésie. Pourtant, la question n'est pas tranchée encore par le gouvernement.

Pour une première semaine de session à l'Assemblée nationale, M. Charest a dû composer avec les menaces de démission de son ministre de la Justice, Marc Bellemare. En Chambre, c'était la fête pour le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, qui en a arraché avec la crise de Kanesatake.

Les dérapages ont été si nombreux cette semaine qu'ils ont jeté de l'ombre sur ceux, devenus monnaie courante, du titulaire des Finances, Yves Séguin. Il a annoncé que son prochain budget rétablirait une forme d'allocation familiale, une bonne nouvelle que rêvait d'annoncer son collègue à l'Emploi, Claude Béchar, malmené plus souvent qu'à son tour par les groupes de pressions.

Mais plus rien n'étonne dans les sorties imprévisibles du titulaire des Finances.

Pour l'heure, M. Charest doit ronger son frein en observant ses troupes, désordonnées au début de la bataille. Tout sera en place, en juin, pour un imposant remaniement.

MOHAMED CHERFI

L'homme des sans-statut

Il a été LA cause de la semaine pour des centaines de Canadiens. Expulsé vers les États-Unis le 5 mars à la suite d'une opération policière controversée qui a permis de le déloger de l'église de Québec où il avait trouvé refuge, l'Algérien Mohamed Cherfi, défenseur des sans-statut, a décidément brassé beaucoup d'air ces derniers jours. Qui est cet homme dont la cause a fait des vagues d'un bout à l'autre du pays ?

MAXIME BERGERON

Ceux qui l'ont côtoyé tiennent à peu près le même discours : Mohamed Cherfi est un homme non violent, très articulé et pas individualiste pour deux sous. Et c'est son dévouement presque obsessionnel à la cause des sans-statut algériens qui lui a coûté l'asile politique au Canada, croient-ils.

« Il recevait énormément d'appels de gens en détresse, des sans-statut qui avaient besoin d'être guidés dans toutes les démarches complexes d'immigration, rappelle sa compagne, Louise Boivin. En fait, il recevait tellement d'appels que je lui ai déjà demandé de cesser de donner son numéro à tout le monde. Je m'inquiétais pour lui. Il est vraiment du genre à s'oublier complètement pour aider les autres. »

C'est que Cherfi avait littéralement épousé la cause des sans-statut. La sienne : arrivé au Canada par les États-Unis en 1998 après avoir refusé de servir dans l'armée algérienne, sa demande d'asile politique a été rejetée à toutes les étapes du processus. Mais c'est en 2002 que les choses se sont vraiment accélérées pour lui, quand le moratoire qui empêchait l'expulsion des Algériens a été levé, laissant plusieurs centaines d'Algériens dans l'expectative.

Smaïl Behloul, un ami intime, l'a connu à cette époque alors que les deux hommes militaient au Comité d'action des sans-statut. Il se souvient avoir parfois dû rappeler à Cherfi de respecter ses besoins les plus élémentaires. « Son téléphone sonnait 24 heures sur 24, il l'oubliait de manger, de se laver, de dormir... » dit Behloul.

Un leader

Le franc-parler et la détermination de cet homme de 35 ans en ont rapidement fait un leader auprès des sans-statut. Il s'exprime très bien — a enseigné le français en Algérie avant de fuir le pays —, il a des convictions et ne craint surtout pas de les exprimer.

« Dès le début, il s'est vite fait remarquer, il a montré sa grande



Mohamed Cherfi, lors d'une conférence de presse, en février, dans l'église de Québec dans laquelle il avait trouvé refuge.

disponibilité dans le groupe, se souvient Behloul. C'était vraiment le plus convaincu et celui qui disait les choses de la manière la plus ouverte. »

Et c'est probablement ce qui l'a mené à sa perte, affirme son ami Jaggi Singh, qui a milité avec lui à partir de 2002. « Mohamed est tout le contraire de ce qu'Immigration Canada attend du parfait immigrant : il n'est ni soumis, ni passif. »

Le pasteur Gérald Doré, qui a côtoyé Cherfi au quotidien pendant un mois après qu'il se fut réfugié dans son Église protestante de Québec le 9 février (Immigration Canada devait l'expulser du pays le lendemain), évoque quant

à lui un homme « doux et sensible, capable de traduire ses convictions en action ».

M. Doré était là quand 15 policiers ont pénétré dans son église le 5 mars pour amener l'Algérien au poste de police de Québec, d'où il a été transporté illico vers une prison de l'État de New York. Une opération qualifiée de « coup de théâtre » par un de ses avocats. Le pasteur se rappelle la terreur de son ami, qui s'est réfugié dans un cabanon, humilié, lorsque les agents sont venus le cueillir.

Gérald Doré pense lui aussi que l'activisme et le franc-parler de Cherfi lui ont coûté l'asile politique au Canada. « Le gouverne-

ment a évoqué son manque d'intégration économique pour rejeter sa candidature, mais il n'a jamais tenu compte de tout le travail bénévole qu'il a fait pour aider ses compatriotes et de son grand engagement social. »

Bouc émissaire

M^e William Sloan, un des avocats de Mohamed Cherfi, croit aussi que la situation économique de son client l'a désavantagé. Mais il va plus loin. D'après lui, « l'engagement social » de Cherfi (il a notamment occupé les bureaux de l'Immigration à Montréal et Ottawa, ce qui lui a valu des arrestations) a contribué à en faire un bouc émissaire. « Le



PHOTO PRESSE CANADIENNE

La compagne de Mohamed Cherfi, Louise Boivin.

brassage a donné des résultats dans le cas des autres, mais c'est lui qu'on a fait payer parce qu'au lieu d'aller travailler dans une manufacture, il militait. »

Depuis son arrestation, Cherfi a séjourné dans deux prisons de l'État de New York, où il a été interrogé par les autorités américaines. Il attend maintenant sa déportation imminente vers l'Algérie, où il se considère en danger de mort. C'est ce que font également valoir la quarantaine d'organismes, dont le Parti québécois et Amnistie Internationale, qui ont exigé son rapatriement pendant toute la semaine. Ils ont martelé que la situation en Algérie — où plus de 150 000 personnes ont été tuées depuis 10 ans — est loin d'être redevenue aussi paisible que l'affirme Ottawa.

Quelles sont ses chances de Cherfi d'être ramené au Canada ? Très faibles, a répété Immigration Canada cette semaine, puisque son dossier a été rejeté à toutes les étapes. Seule une autorisation spéciale, distribuée dans des cas « exceptionnels », pourrait lui permettre de revenir légalement au pays. Ottawa affirme n'avoir aucune obligation envers lui, ni envers les 10 000 personnes qui sont expulsées bon an mal an du pays.



PHOTO JUSTIN SULLIVAN, GETTY IMAGES

Cent jours après sa victoire électorale en Californie, un sondage vient confirmer que la lune de miel dont jouit le « governor », que l'on voit ici en campagne électorale, le 5 octobre 2003, est loin d'être finie.

Les 100 jours d'Arnold

L'ex-Monsieur Univers vient de passer le cap des 100 jours comme gouverneur de la Californie. Avec brio : Arnold Schwarzenegger a réussi à faire adopter deux importantes propositions en référendum il y a 10 jours, le jour même où le monde entier avait les yeux tournés vers le supermardi. Souvent ridiculisé à ses débuts dans le monde de la politique, le musclé gouverneur est devenu la coqueluche des Californiens, a constaté notre correspondant Alexandre Sirois. Le *reconciliator* a succédé au *terminator*.



ALEXANDRE SIROIS
ENVOYÉ SPÉCIAL
À LOS ANGELES

Derrière le comptoir défraîchi du restaurant The Original Pantry, entre le réfrigérateur industriel et la photo de Neil Armstrong marchant sur la Lune pour la première fois, une affiche prévient les clients qu'on offre deux plats du jour pour le petit-déjeuner : côtelettes de porc et oeufs pour 6,95 \$ ou steak et oeufs pour 8,25 \$.

Le restaurant mythique du centre-ville de Los Angeles qui vend d'aussi intimidants duos comble l'appétit de ses clients depuis plus de 80 ans. Il appartient à Richard Riordan, ancien maire de la ville et grand ami d'Arnold Schwarzenegger. Et on imagine assez bien l'imposant gouverneur californien engouffrer l'un de ces petits-déjeuners.

Schwarzenegger a d'ailleurs fait une apparition remarquée dans ce restaurant à la veille d'un référendum sur deux propositions visant à redresser les finances de l'État. Il cherchait à convaincre ses citoyens de donner le feu vert à ces recommandations permettant à la Californie d'emprunter 15 milliards de dollars et la forçant à équilibrer son budget chaque année.

Le gouverneur est passé en coup de vent dans le restaurant bondé, se frayant un chemin à travers les journalistes qui l'entouraient pour serrer les mains des clients, un large sourire éclairant son visage à la

mâchoire carrée. Tout en exhortant ses interlocuteurs à voter pour ses propositions, il a lancé quelques blagues fort à propos. « Avant de venir ici, faites-vous une faveur, parcourez six milles sur une bicyclette stationnaire », a-t-il dit.

La magie a opéré. Mike Ramirez, travailleur de la construction dans la trentaine, petit mais aux épaules presque aussi larges que celles de Schwarzenegger, sirotait son café lorsque l'ancien Monsieur Univers s'est pointé. Interviewé sitôt le gouverneur parti, ce latino était fébrile. « Il est vraiment costaud... J'ai vu d'autres politiciens, mais là je suis sous le choc, comme après avoir vu une star. J'ai grandi en regardant ses films. Je trouve que c'est comme un film de la voir en personne », a-t-il indiqué à *La Presse*.

Une cerise sur son gâteau

Cet attrait exercé par la vedette a permis au gouverneur de convaincre les Californiens, initialement opposés à ses réformes, de les approuver. Comme le démocrate John Kerry, Schwarzenegger a passé un « supermardi » la semaine dernière. Les électeurs de son État, à 62 % et 70 %, ont voté en faveur des deux propositions soumises aux voix.

« J'aime quand les gens vont voter, bandent leurs muscles et font entendre leurs voix. (...) Vous êtes les plus costauds du monde », a déclaré le gouverneur après la diffusion des résultats du vote, lors d'un discours prononcé devant des partisans rassemblés dans un luxueux hôtel en bordure de la plage, à Santa Monica.

Cette victoire politique était la cerise sur le gâteau de fête du gouverneur. Une semaine plus tôt, il avait franchi le cap des 100 jours à la tête de l'État. Occupé à amasser

des fonds pour promouvoir ses propositions, il n'a pas célébré. En revanche, il aurait eu de bonnes raisons de le faire.

C'est que les Californiens adorent leur *governator*. Un récent sondage du *Los Angeles Times* a démontré que la lune de miel est loin d'être terminée. Les résultats sont à faire pâlir d'envie George W. Bush : 65 % des électeurs approuvent le travail de leur gouverneur, alors que 19 % seulement n'en sont pas satisfaits. Cela fait de lui le politicien le plus populaire de l'État.

Même si l'économie californienne est toujours déprimée, le nombre d'électeurs qui estiment que les choses vont généralement dans la bonne direction est en hausse. Il est passé de 14 % (en août, avant l'élection de Schwarzenegger) à 32 %. Parallèlement, 39 % des personnes interrogées ont dit avoir

« J'aime quand les gens vont voter, bandent leurs muscles et font entendre leurs voix. (...) Vous êtes les plus costauds du monde. »

une plus grande confiance en la façon dont l'État est géré depuis que l'ancien acteur est au pouvoir. À l'opposé, 19 % ont moins confiance et 35 % jugent qu'il n'y a pas eu de changement.

Hollywood : un atout

Assis au comptoir du restaurant, Barry Gumbert dit se réjouir de la présence de Schwarzenegger à Sacramento, capitale de l'État. « Pour un politicien, il est plutôt honnête. Et il est conservateur. On a besoin

de plus de conservatisme et de moins de libéralisme en Californie », affirme cet avocat républicain de 74 ans, dont la cravate brune et le veston assorti datent d'une autre époque.

M. Gumbert perçoit le passage du gouverneur à Hollywood comme un atout qui lui permettra de « mettre plus d'ordre dans les affaires de la Californie ». « Il est tellement connu qu'il peut utiliser ce pouvoir pour pousser les gens à faire des compromis alors qu'un simple politicien n'en serait pas capable », dit-il, expliquant que les divisions entre parlementaires républicains et démocrates perturbent le bon fonctionnement des affaires de l'État depuis des années.

Le gouverneur a en effet réussi le pari impossible, à tout le moins temporairement, de rallier les démocrates à sa cause. Les figures de proue du Parti démocrate en Californie ont toutes donné un coup de pouce à Schwarzenegger afin de faciliter l'adhésion des citoyens aux mesures proposées pour l'État. Même Gray Davis, l'ancien gouverneur humilié par l'Autrichien l'automne dernier, a accordé son soutien à celui qui l'a chassé du pouvoir.

Les électeurs démocrates ne sont pas non plus insensibles aux charmes du gouverneur. Robert, 48 ans, travaille comme superviseur dans un centre de loisirs de la ville. Démocrate convaincu, il s'est opposé à la révocation de M. Davis en octobre dernier.

Aujourd'hui, après avoir avalé en un temps record une assiette de crêpes épaisses, cet homme gigantesque originaire du Belize se dit prêt à offrir son vote à Schwarzenegger à la prochaine élection, « si on réussit à redresser le budget ». Il se montre rassuré par le fait que

la femme du gouverneur, Maria Shriver, est une démocrate de longue date.

Mariages gays : pas de bras de fer

Les positions de Schwarzenegger, républicain modéré, rassèrent aussi les démocrates de l'État. Par exemple, après avoir soulevé la polémique en dénonçant les mariages gays à San Francisco en raison de leur illégalité, le gouverneur a rectifié le tir lors d'une apparition au *Tonight Show* de Jay Leno.

Après avoir été demandé en mariage à la blague par l'animateur, il a apaisé la colère des citoyens les plus libéraux de son État. Si une majorité d'électeurs se prononcent en faveur de l'adoption d'une loi pour autoriser les mariages gays, il ne s'y opposera pas, a-t-il déclaré.

Schwarzenegger s'est ensuite dit contre un amendement à la Constitution des États-Unis pour interdire de telles unions, ce que préconise le président américain. Au contraire de Bush, qui divise profondément l'Amérique, le gouverneur californien se présente comme l'homme du consensus. Un *reconciliator*, en quelque sorte.

On suppose donc évidemment, en Californie, les possibilités de voir un jour l'ancien acteur accéder à la Maison-Blanche. Ambitieux, ayant toujours le sens du spectacle, le gouverneur ne fait rien pour faire taire ceux qui en discutent.

Invité à la populaire émission *Meet the Press* le mois dernier, Schwarzenegger a dit voir d'un bon oeil un amendement à la Constitution des États-Unis qui permettrait à un Américain n'étant pas né aux États-Unis de briguer la présidence du pays. Avec de telles déclarations, l'Autrichien continue, comme il a si bien su le faire au cinéma, de faire rêver l'Amérique.

Le peloteur intouchable

ALEXANDRE SIROIS

LOS ANGELES — La popularité du gouverneur de la Californie est telle qu'elle a complètement éclipsé les nombreuses allégations de harcèlement sexuel faites contre lui l'automne dernier.

Quelques jours avant l'élection du 7 octobre, le *Los Angeles Times*, pres-

tigieux quotidien de la côte Ouest, avait publié une série d'articles dans lesquels une quinzaine de femmes disaient avoir été pelotées par Arnold Schwarzenegger.

Le portrait était celui d'un agresseur sexuel en série. D'une vedette qui ne s'est jamais gênée pour peloter les femmes à sa guise, sans leur consentement, impunément.

Aujourd'hui, le poids de ce lourd passé ne semble pas accabler l'ancien acteur le moins du monde.

La maison de sondage californienne Field Poll vient d'indiquer que 81 % des électeurs de l'État affirment que le comportement de la star envers les femmes n'influence aucunement leur perception quant à ses capacités de gouverner l'État.

« Je pense que les gens ont parlé », a commenté Schwarzenegger. Ce n'était pas la première fois qu'il s'en lavait les mains. Il avait promis, lors de la campagne électorale, de lancer une enquête à propos de ces allégations. En revanche, sitôt élu, il a affirmé qu'il s'agissait de « vieilles nouvelles ».

Par conséquent, les femmes qui ont pris leur courage à deux mains pour dénoncer Schwarzenegger se demandent dorénavant si le jeu en valait la chandelle. « Ça n'a rien donné », a confié Tamee Smith au quotidien *The Sacramento Bee*. Elle regrette avoir confié que le gouver-

neur lui avait pris les seins en 1987. Harcelée et pelotée par l'ancien Monsieur Univers sur un plateau de tournage en 1998, Linnea Harwell n'a pour sa part pas de regrets. Elle est toutefois déçue du peu d'impact de ses déclarations publiques. « Ça ne semble plus important, maintenant, dans notre société. Et je pense que c'est triste, a-t-elle affirmé. Comme la moitié des gens en Californie sont des femmes, et qu'il a démontré avoir un long passé d'humiliation des femmes, on pourrait penser que c'est important. Apparemment, c'est la célébrité qui est l'autre plus importante. »



Stephen Harper, Belinda Stronach, Tony Clement : l'un d'eux deviendra l'adversaire conservateur de Paul Martin samedi prochain.

PHOTO REUTERS

Campagne électorale Les conservateurs sont prêts...

Ne manque plus que le chef

Une richissime héritière, un vrai réformiste et un bleu à l'ontarienne : voici le choix qui s'offre aux militants conservateurs à l'avant-veille de leur congrès au leadership de samedi prochain à Toronto. Quelle que soit leur décision, l'avenir de la droite canadienne s'en trouvera marqué.



GILLES TOUPIN
OTTAWA

Pour le nouveau Parti conservateur du Canada — une formation sans chef et sans programme électoral — le scandale des commandites qui ravage les libéraux fédéraux est un cadeau tombé du ciel.

À une semaine du congrès où la nouvelle formation politique se choisira un chef, les sondages donnent des signes encourageants pour les partisans conservateurs. En Ontario seulement, le PCC pourrait rafler entre 20 et 30 sièges. Dans l'Ouest il pourrait faire table rase des libéraux. Dans les provinces de l'Atlantique, il maintiendrait une présence déjà forte des candidats de la droite. Même si tout cela peut changer à la faveur d'un coup de vent, comme c'est souvent le cas en politique, on peut dire que l'humeur est excellente par les temps qui courent chez les conservateurs.

Mais ce parti porté par la grogne des électeurs contre les libéraux de Paul Martin a beau prétendre qu'il est prêt à se lancer dès demain dans la lutte électorale, que le quartier général de campagne à Ottawa (le fameux *war room*) est sur pied, que les autobus et les avions attendent que la charge soit sonnée pour s'ébranler, il lui reste une question cruciale à régler : celle du leadership.

L'absence d'un véritable programme demeure un handicap mineur, à la veille d'une campagne électorale qui risque de porter presque uniquement sur le scandale des commandites. Sans oublier que les conservateurs auront quelques autres clous à enfoncer, dont celui des avantages qu'aurait tirés Paul Martin pour son ancienne compagnie maritime, Canadian Steamship Lines.

Dans ce contexte, le choix du prochain chef du parti devient encore plus important, puisque c'est lui — ou elle — qui incarnera le visage du PCC.

Tony Clement, Stephen Harper et Belinda Stronach ont des fortunes politiques bien diverses et des styles qui tranchent les uns par rapport aux autres. Ils ont chacun leur façon bien à eux d'entrevoir l'avenir du pays.

Harper, le favori, est l'incarnation même de l'Alliance canadienne et du candidat de l'Ouest qui se démarque du credo traditionnel des Tories. C'est un réformiste qui a

été et qui demeure en rupture de ban avec le conservatisme des Mulroney et Clark.

Clement, c'est la représentation du conservatisme à l'ontarienne. Plus près des préoccupations de l'Est et moins enclin à effaroucher les électeurs conservateurs modérés qui voient, à tort ou à raison, dans l'Alliance canadienne le visage le plus obtus du conservatisme.

Quant à Belinda Stronach, la riche héritière d'un magnat de l'industrie des pièces automobiles, elle s'est voulue dès le départ une sorte de trait d'union entre ces deux tendances, puisqu'elle a été une actrice déterminante dans la fusion, en décembre dernier, de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur. Aujourd'hui, si la droite a une chance de retrouver un rôle politique plus significatif au Canada, c'est grâce aux bons offices de M^{me} Stronach.

Les deux candidats mâles ont réservé leurs flèches les plus empoisonnées à la jeune mère de famille d'Aurora, en Ontario. Avec le mode de scrutin choisi pour déterminer le chef samedi prochain et le vent de fraîcheur qu'elle apporte au sein de la vieille garde politique canadienne, M^{me} Stronach pourrait en effet causer des surprises.

Tony Clement, du reste, est rapide sur la détente lorsqu'il s'agit de mettre en évidence son expérience de politicien et de souligner le bilan vierge de sa rivale à ce chapitre. La jeunesse de M. Clement, son bi-

linguisme et son bilan en tant que ministre de la Santé de l'Ontario pendant la crise du SRAS lui servent d'étendard. Il répète sans cesse que le PCC est en mesure de prendre le contrôle de la Chambre des communes après les prochaines élections et que ce n'est pas le moment de choisir quelqu'un « qui apprendra sur le tas » à diriger le pays, un point de vue que même certains vieux routiers conservateurs ne semblent pas partager. Les sondages internes le donnent troi-

À une semaine du congrès où la nouvelle formation politique se choisira un chef, les sondages donnent des signes encourageants pour les partisans conservateurs.

sième dans la course, mais il affirme que ses propres sondages le placent au second rang, devant Belinda Stronach.

Clement promet notamment de régler le problème de la péréquation et de baisser les impôts des contribuables aux revenus moyens. Il propose aussi que les premiers 250 000 \$ de gains d'un jeune travailleur soient exempts d'impôt, de façon à réduire l'exode des cerveaux.

Stephen Harper, qui essaie de rester au-dessus de la mêlée pour montrer qu'il est déjà le roi, s'est fait quant à lui un plaisir de rappeler à maintes reprises l'incapacité de Belinda Stronach à parler français. « Il est essentiel d'avoir un chef qui parle français, qui est mesure de débattre en français pour gagner des sièges au Québec », a-t-il dit lors du débat de Montréal la semaine dernière.

Harper, à qui ses opposants reprochent de ne pouvoir élargir la base du parti ailleurs que dans l'Ouest, insiste sur les promesses « irréalistes » de baisses d'impôts et de nouvelles dépenses gouvernementales faites par ses opposants, des promesses, dit-il, qui vont coûter aux contribuables 70 milliards de plus par année. Il dit aussi qu'il est prêt à gouverner, lui.

Ce à quoi rétorque Belinda Stronach qui a dirigé 70 000 employés chez Magna International, l'entreprise de son père : « Je ne suis pas une politicienne professionnelle, mais je sais ce que c'est qu'une liste de paye. »

Stephen Harper s'oppose au mariage de conjoints de même sexe, à la décriminalisation de la marijuana, au sous-financement des forces armées ou au maintien du registre des armes à feu. Il soutient cependant le caractère public du système de santé canadien, une position que Belinda Stronach remet en

question. M^{me} Stronach affirme en effet que la Loi sur la santé au Canada doit établir des normes et non pas servir de « camisole de force » pour empêcher toute participation du secteur privé.

Le poids du Québec

La fortune politique de Belinda Stronach — qui ne parle pas français — dépendra en grande partie, au congrès de Toronto, du vote du Québec. Est-ce possible ?

Tout à fait. Tout dépendra de quelle manière en effet la femme d'affaires aura su tirer son épingle du jeu et se gagner l'appui des membres en règle du parti au Québec. Avec des organisateurs aussi énergiques que le sénateur Pierre-Claude Nolin, il n'est pas exclu que M^{me} Stronach recueille la majorité des points disponibles dans la province francophone.

Voici comment fonctionne le système. Chaque membre du PCC reçoit un bulletin de vote sur lequel est inscrit le nom des trois candidats. L'électeur doit classer par préférence ces noms et non pas en choisir un seul, comme cela se fait habituellement. Les votes seront par la suite comptés pour chaque circonscription. Chaque circonscription vaut 100 points. Le candidat qui termine premier dans une circonscription reçoit un pourcentage de ces 100 points (à deux décimales près). Il y a 308 circonscriptions au Canada, donc 30 800 points. Si un candidat reçoit 15 401 points (50 % plus un) au premier tour, il sera déclaré chef du parti.

Si personne n'atteint 50 % plus un au premier tour, le candidat terminant troisième sera éliminé. Les bulletins où le candidat éliminé était premier lors du premier tour seront revus et le second choix du bulletin sera pris en compte. Les points seront ainsi recomptés dans toutes les circonscriptions pour déclarer le gagnant. Cette méthode empêche les pactes de dernière heure, où un candidat se désiste au profit d'un autre comme ce fut le cas pour David Orchard au profit de Peter MacKay lors de la dernière course à la direction du Parti progressiste conservateur.

Le problème avec ce système, c'est que dans les régions où l'appui d'ensemble aux conservateurs est faible, comme au Québec, le poids des circonscriptions est aussi grand que dans les régions où l'appui est fort, en Alberta par exemple. Le PCC ne compte que 4 % de ses membres au Québec, alors que la province détient 25 % des points. C'est dans ce sens que cette formule pourrait donner des surprises et possiblement avantager Belinda Stronach.

Les voici, here they are

BELINDA STRONACH

On dit qu'elle n'a pas le profil d'une candidate crédible puisqu'elle n'a aucune expérience politique et qu'elle a quitté l'école d'administration de l'Université York après une seule année. Cela ne l'a pas empêchée de gravir rapidement les échelons dans la multinationale de son père, Magna International, et de devenir présidente et chef de la direction en 2002. Elle a fait sa marque en politique en jouant un rôle clé dans le mariage de la droite, celui du Parti progressiste-conservateur avec l'Alliance canadienne. Elle est née en 1966 à Newmarket, en Ontario.

M^{me} Stronach fait campagne en se faisant l'apôtre d'idées nouvelles et du besoin de sang neuf dans la politique canadienne. Divorcée à deux reprises, elle est mère de deux enfants. Elle est aussi bilingue... anglais et allemand.

TONY CLEMENT

Né en 1961 à Manchester, en Angleterre, sous le nom de Peter Pannay, il émigre au Canada avec sa famille à l'âge de 4 ans. Il prendra plus tard le nom de son beau-père, John Clement. Diplômé en sciences politiques et avocat, il gagne ses premières élections ontariennes en 1995 dans l'équipe du conservateur Mike Harris. Il sera successivement ministre des Transports, de l'Environnement, des Affaires municipales et de la Santé. Il briguera sans succès la direction du Parti conservateur de l'Ontario l'an dernier.

M. Clement fait campagne en mettant de l'avant son expérience politique et son bilan en tant que ministre de la Santé pendant la crise du SRAS. Il est bilingue, marié et père de trois enfants.

STEPHEN HARPER

Membre fondateur du Parti réformiste, l'ancêtre de l'Alliance canadienne dont il devint le chef en 2002. Né à Toronto en 1959, il est diplômé en économie de l'Université de Calgary. M. Harper remporta un siège en Alberta lors des élections de 1993 mais il quittera son poste en 1997, en raison de désaccords avec Preston Manning, pour diriger un lobby de droite, La Coalition nationale pour les citoyens. Après sa victoire à la tête de l'Alliance en 2002, Stephen Harper profite du départ de Manning pour se faire élire dans sa circonscription, Calgary-Sud-Ouest.

Il fait campagne sur ses réalisations en tant que chef et sur son credo fiscal réformiste. Il est perçu comme un candidat de l'Ouest, ce qu'il dément avec insistance. Bilingue, M. Harper est marié et père de deux enfants.

LA PRESSE D'AILLEURS

PLUS



THE LOS ANGELES TIMES

Étroitesse

Q'on ne s'y trompe pas : le témoignage d'estime rendu par Hollywood au film de Denys Arcand n'annonce pas d'ouverture du peuple américain aux cultures d'ailleurs. Une étude récente dont fait part le *Los Angeles Times* révèle que seulement 1,6 % des films distribués aux États-Unis l'an dernier étaient d'origine européenne (pendant que près de 90 % des films présentés en Europe étaient d'origine américaine). Même phénomène dans l'industrie de la littérature : moins de 3 % des oeuvres littéraires publiées aux États-Unis l'an dernier étaient des traductions d'oeuvres étrangères, les Américains se révélant aussi obtus que les Arabes sous ce rapport. On ne traduit même plus les prix Nobel, comme José Saramago, Nobel de littérature 1998.

THE BOSTON GLOBE

Délicatesse

Les Pays-Bas reconnaissent depuis trois ans les mariages gays. Ce droit est apparu dans la législation hollandaise au terme de 15 années de militantisme marqué au coin de la réflexion et du dialogue social en profondeur. Ce qui amène aujourd'hui les partisans hollandais du mariage entre homosexuels à conseiller la patience à leur amis américains dans leur démarche. Anne-Marie Thus, 34 ans, et sa conjointe, Helene Fassen, 37 ans, deux Hollandaises qui furent le premier couple de lesbiennes officiellement marié au monde, en 2001, suggèrent aux partisans américains du mariage gai d'y aller avec ménagement, craignant que la droite religieuse ne s'interpose radicalement et retarde l'échéance de plusieurs années. Le reporter du *Boston Globe* qui s'est rendu constater les effets de cette législation aux Pays-Bas constate que 2 % seulement des mariages officiels se font entre gens de même sexe, que l'institution du mariage ne s'est pas effondrée, comme certains le craignaient, et que le taux de divorce n'a pas augmenté.

THE NEW YORK TIMES

Hardiesse

Aux hordes syndicalistes et politiciennes qui se plaignent de ce que les États-Unis exportent des emplois en Chine sans en retirer de profits, l'administration Bush pourrait répondre, d'ici le scrutin de novembre, par la promesse de lucratifs contrats de haute technologie avec Pékin. Quatre pays — les États-Unis, la France, la Russie et à moindre titre le Canada — sont en lice pour vendre à la Chine quatre centrales nucléaires de 1000 mégawatts. Washington est d'avis qu'une Chine en pleine croissance est susceptible de représenter le meilleur marché pour la production d'énergie nucléaire durant la prochaine décennie. La Maison-Blanche se dit confiante d'obtenir le contrat mais ne peut cacher sa crainte d'un comportement débonnaire de Pékin en matière de sécurité nucléaire.

THE NEW YORK TIMES

Vieillesse

Une machine à laver, rincer et sécher les cheveux ; un pantalon motorisé (à piles) permettant au vieillard faiblard ou infirme de se déplacer avec aisance ; un robot parlant d'un mètre de hauteur et dont les yeux sont, de fait, une paire de caméras, agissant comme une espèce de surveillant permanent du vieillard. Autant d'instruments qui, au Japon, ont déjà fait leur entrée sur le marché ou s'approprient à le faire. Il revenait au Japon de développer ce nouveau secteur industriel qu'est la robotique adaptée à la vieillesse. D'abord parce que les Nippons constituent la société considérée la plus rapidement vieillissante au monde ; ensuite parce qu'ils sont déjà champions de la robotique. Ce ne sera pas la façon la plus humaine pour une société de s'occuper de ses vieux, mais ce sera — faute de personnel hospitalier — une façon efficace de le faire, prévoit-on. Et payante : l'Association japonaise de la robotique entrevoit des ventes de 14 milliards de dollars US en 2010 et de 40 milliards en 2025. On écoute déjà pour 4 milliards de robotique adaptée à la vieillesse.

L'INTELLIGENT

Finesse

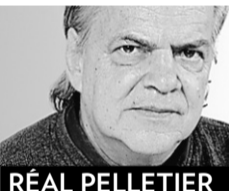
Message d'outre-tombe d'Honoré de Balzac à Donald Rumsfeld : « La puissance ne consiste pas à frapper fort ou souvent, mais à frapper juste. »

Wal-Mart a gagné pied à pied ses marchés aux États-Unis. Le dernier État américain à lui résister fut notre voisin, le Vermont, en 1995. Et même à l'inauguration officielle de la grande surface de North Bennington, le citoyen Nathan Wallace-Senft tenait à faire connaître sa désapprobation.

PHOTO D'ARCHIVES AP

Wal-Mart, bien fréquentée, mal aimée

La maison offre tout à meilleur marché, mais est en voie de baliser les normes salariales et sociales de tout un pan de pays



RÉAL PELLETIER

Magnifique Wal-Mart ! Voici une entreprise gigantesque qui, par ses initiatives de productivité et sa politique systématique de bas prix, a fait économiser aux consommateurs américains quelque 20 milliards de dollars US en 2003... 100 milliards en fait si l'on tient compte de l'effet d'entraînement de Wal-Mart sur la concurrence. Cette performance, à laquelle s'ajoute celle d'être un formidable créateur d'emplois, devrait placer Wal-Mart sur une sorte de super-podium de la performance dans le grand jeu de l'économie américaine.

Tant s'en faut : « Wal-Mart devient un phénomène de société que de plus en plus de gens méprisent et craignent », estime James E. Hoopes, professeur d'histoire de l'économie à Babson College. Jeffrey E. Garten, doyen de l'École d'administration de l'Université Yale, se demande si Wal-Mart n'est pas en train, à elle seule, de détruire le mythe du bon citoyen corporatif, tant aux États-Unis qu'à l'étranger.

L'hebdomadaire *BusinessWeek* a publié, en octobre dernier, un formidable documentaire sur le phénomène Wal-Mart. Wal-Mart Stores Inc., avec un chiffre d'affaires mondial de 245 milliards \$ US en 2002, est devenue la plus importante compagnie au monde.

Incomparable

Wal-Mart, c'est le triple du deuxième plus important détaillant au monde, Carrefour, de France. Ira Kalish, de Deloitte Research, estime que Wal-Mart est devenue tellement grosse que vouloir la comparer à des concurrents ne tient pas la route. L'universitaire Garten ne peut y résister pour autant : les ventes de Wal-Mart, écrit-il dans une chronique occasionnelle qui paraît dans *BusinessWeek*, dépassent de 50 % les ventes additionnées de Target, Costco Wholesale, Sears Roebuck et Kmart.

Chaque semaine, 138 millions de clients se rendent dans les 4750 magasins de Wal-Mart dans le monde ; l'an dernier, 82 % des citoyens américains sont entrés chez Wal-Mart au moins une fois.

Mais qu'a-t-elle de si effrayant cette entreprise, en voie de remplacer Coke, McDonald's et CNN comme symbole d'une mondialisation pourrie, demande l'universitaire Jeffrey E. Garten ?

Si on parle de Wal-Mart en ce dimanche d'élections en Espagne et en Russie, c'est que les chiffres du déficit commercial des États-Unis pour 2003 viennent de paraître et qu'ils dépassent les 500 milliards, en hausse de 13 % sur l'année précédente. Or il se trouve que Wal-Mart, à elle seule, a acquis pour 12 milliards de marchandises en Chine. Il y a déjà là, pour la société américaine, matière à malaise profond, fréquemment évoqué d'ailleurs dans les médias.

Fracture sociale

Mais l'inquiétude face à Wal-Mart va beaucoup plus loin : c'est tout un équilibre social qui se trouve menacé par Wal-Mart.

Viscéralement anti-syndicale, Wal-Mart est suffisamment forte non seulement pour mal payer son personnel, mais pour exercer une pression à la baisse sur l'ensemble des salaires et des avantages sociaux de tout le secteur de la distribution aux États-Unis.

BusinessWeek rappelle qu'un commis vendeur — appelé onctueusement « associé » — chez Wal-Mart — gagnait 8,23 \$ de l'heure, pour un salaire annuel de 13 861 \$ en moyenne en 2001, alors que le salaire minimum moyen faisant office de démarcation de la pauvreté pour un ménage de trois personnes se situait à 14 630 \$.

« Ça doit être un bon employeur », estime Coleman H. Peterson, vice-président aux ressources humaines de Wal-Mart, puisque le roulement du personnel n'est plus que de 45 %, de 70 % qu'il était en 1999. (En période de stagnation, tout le monde veut garder son emploi, répondent les critiques.)

Un fournisseur de Wal-Mart inquiet parle, lui, d'une « bombe à retardement », en rappelant que Wal-Mart est l'objet d'une quarantaine de poursuites pour avoir imposé du temps supplémentaire sans

salaires et pour discrimination salariale dans le traitement appliqué aux femmes par rapport aux hommes depuis fin 1998. Il s'agit ici d'un recours collectif touchant éventuellement 1,6 million de travailleurs, qui a l'allure du plus important recours collectif jamais engagé aux États-Unis en matière de droits civils. Sans compter, signale M. Garten, les accusations d'embauche massive de travailleurs étrangers en situation irrégulière, qui pèsent contre Wal-Mart.

Mais il y a plus grave, écrit Harold Myerson, dans le *Los Angeles Times*. Deux booms industriels, l'un en aéronautique, l'autre en automobile, ont contribué depuis la Seconde Guerre à circonscrire la classe moyenne de Los Angeles. L'aéronautique et l'automobile étant pratiquement disparues à Los Angeles, Wal-Mart est devenue aujourd'hui le plus important employeur à Los Angeles et c'est elle qui définit — à moins de 9 \$ l'heure — les balises de cette ville. Et qui définit du même coup les salaires et avantages sociaux des employés des concurrents de Wal-Mart qui ont fait une longue grève à Los Angeles. Avec sa force, aux quatre coins des États-Unis, Wal-Mart devient un définisseur des standards de richesse collective un peu partout. De la même façon que, à un autre niveau, la Chine, par sa puissance industrielle, devient un définisseur des coûts mondiaux qui doivent s'appliquer à divers biens de consommation. Or Wal-Mart tâte déjà de ce type de pouvoir, si on croit *BusinessWeek*.

Pression est exercée sur les fournisseurs de Wal-Mart pour qu'ils compriment leurs coûts et pour que les économies ainsi obtenues soient refilées aux clients de Wal-Mart.

Si même les fournisseurs commencent à grogner contre Wal-Mart, c'est qu'eux aussi deviennent de plus en plus à la merci du géant. Wal-Mart domine déjà outrageusement les ventes nationales dans diverses catégories de produits : 32 % du marché des couches jetables ; 30 % des produits capillaires ; 26 % des dentifrices ; 20 % de l'alimentation des animaux de compagnie ; et 13 % du linge de maison. Et si la ten-

dance se maintient, Wal-Mart pourrait absorber 50 % de l'ensemble de ce marché d'équipement de maison avant la fin de la décennie.

Le géant ne néglige pas davantage la culture : il absorbe entre 15 et 20 % de toutes les ventes de CD, vidéos et DVD aux États-Unis ; Wal-Mart a attendu 1995 pour s'attaquer au marché des magazines et il absorbe aujourd'hui 15 % des ventes nationales en kiosque. Pour le livre, « le marchand empile les best-sellers comme il le fait avec les dentifrices », note Stephen Riggio, directeur général de Barnes & Noble, le plus important vendeur de livres au monde.

Et en matière de culture, signale *BusinessWeek*, Wal-Mart ne laisse pas traîner n'importe quoi sur ses rayons : au nom de la protection du client, les couvertures aguichantes sont moins accessibles ou sont carrément retirées. Des producteurs de CD doivent épurer leurs disques de certaines plages disgracieuses pour avoir accès aux tablettes de Wal-Mart.

On surveille aussi les comportements. La chaîne ne vend pas la célèbre pilule anticonceptionnelle dite du lendemain. Par contre, la plupart des Wal-Mart vendent des armes à feu à bas prix.

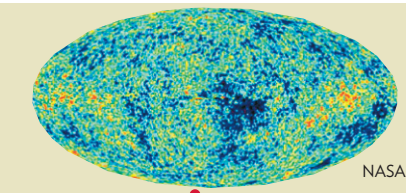
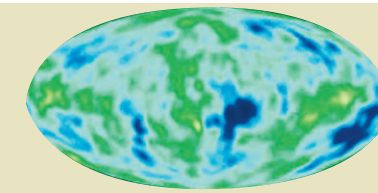
L'investissement Wal-Mart

Un investissement massif de Wal-Mart dans une région donnée ne signifie pas nécessairement prospérité. Pour chaque Wal-Mart qui verra le jour d'ici cinq ans, deux autres grandes surfaces de proximité fermeront leurs portes. À Oklahoma City, 30 supermarchés ont fermé leurs portes depuis que Wal-Mart a entrepris de saturer le marché, écrit *BusinessWeek*. Et puisque Wal-Mart profite souvent de baisses de taxes foncières en s'installant quelque part, il s'ensuit que pareille installation ne crée ni emplois ni revenus municipaux nouveaux.

En progression

Cette année, Wal-Mart compte ouvrir un minimum de 335 nouveaux points de vente aux États-Unis. Elle projette 130 autres points de vente ailleurs dans le monde. L'entreprise exploite déjà 1309 magasins dans 10 pays étrangers — y compris au Canada et au Mexique, deux pays où Wal-Mart est devenue le plus important distributeur de marchandises.

CLONES, QUARKS ET UN COSMOS... OU DEUX



À chaque génération, les enfants naissent dans un environnement complètement différent de celui qu'ont connu leurs parents. On le sait parce qu'on nous l'a répété encore et encore : le monde contemporain est soumis aux pressions du changement, multipliées par les découvertes scientifiques et les innovations technologiques. Pour mesurer la vitesse de ce courant impétueux, voici une sélection de ce qui s'est passé dans le monde depuis 25 ans.

INFOGRAPHIE LA PRESSE / THE NEW YORK TIMES

MOMENTS MARQUANTS EN COSMOLOGIE ET EN PHYSIQUE

- 1980 Révolution de la cosmologie grâce à la théorie voulant qu'il y ait eu sursaut d'antigravité au cours du Big Bang.
- 1983 Découverte des particules W et Z ; unification des forces électromagnétiques et nucléaires faibles.
- 1987 Détection sous terre de neutrinos émis par une supernova.
- 1992 Le satellite COBE découvre des fluctuations dans la radiation émise lors du Big Bang.
- 1998 Des observations démontrent que l'Univers est en expansion à un rythme accéléré ; on soupçonne la présence d'une certaine force antigravitationnelle appelée énergie noire.
- 2003 Le satellite WMAP réalise le portrait de l'Univers à sa naissance.

ASTRONOMIE ET EXPLORATION SPATIALE

- 1979 La sonde Voyager 1 frôle Jupiter et se dirige vers Saturne.
- 1981 Lancement de *Columbia*, première navette spatiale.
- 1986 La navette *Challenger* explose peu après le décollage.
- 1986 *Voyager 2* contourne Uranus.
- 1989 *Voyager 2* passe à proximité de Neptune.
- 1990 Lancement du télescope spatial *Hubble*.
- 1993 Réparation de *Hubble*. Des images extraordinaires suivent.
- 1995 On détecte une première planète dans l'entourage d'une étoile semblable au Soleil.
- 1997 La sonde *Pathfinder* atterrit sur Mars et y dépose *Sojourner*, premier véhicule mobile à parcourir une autre planète.
- 1998 Assemblage des deux premiers modules de la Station spatiale internationale.
- 2003 La navette *Columbia* se désintègre au cours des dernières minutes de son vol.
- 2003 Il se pourrait que *Voyager 1*, objet de fabrication humaine ayant parcouru la plus grande distance dans le cosmos, ait atteint les limites du système solaire.

SANTÉ ET MÉDECINE

- 1978 Approbation du tamoxifène : on a découvert plus tard qu'il pouvait prévenir le cancer du sein.
- 1980 La variole est officiellement éradiquée.
- DÉBUT DES ANNÉES 1980 : On rapporte des cas de cancers rares chez des hommes homosexuels : premiers soupçons de l'épidémie de sida.
- 1987 Première approbation du statin, médicament anticholestérol.
- 1989 La FDA approuve la méfloquine (Lariam), une cure de la malaria. Mais c'est un médicament trop cher pour les pays pauvres, où 1 million de personnes succombent à la maladie chaque année.
- 1995 Apparition du fosamax, destiné à combattre l'ostéoporose.
- 1999 Approbation du Viagra.
- 2002 On découvre que l'hormonothérapie est plus nocive que bénéfique chez les femmes en santé.
- 2003 Alerte mondiale contre le SRAS.
- 1996 La trithérapie, pour combattre le sida, semble stopper la progression de la maladie. Elle coûte jusqu'à 15 000 \$US par année.

BIOLOGIE ET GÉNÉTIQUE

- 1978 Naissance de Louise Brown, premier bébé-éprouvette, ce qui ouvre la voie aux cliniques de fécondation in vitro.
- 1981 On découvre que des créatures habitant les cheminées volcaniques sous-marines forment une famille particulière.
- 1984 Invention de l'analyse des empreintes génétiques.
- 1985 Invention de l'amplification par la polymérase, une technologie essentielle pour presque toute la génétique moderne.
- 1987 Première souris, dont un gène a été supprimé, étape vitale pour la compréhension de ce que font les gènes.
- 1995 Le génome de l'influenza H est décodé. C'est le premier génome bactérien à avoir été séquencé, ce qui permet une nouvelle approche en microbiologie.
- 1998 Premières cellules souches embryonnaires humaines cultivées en laboratoire.
- 2001 Approbation du Gleevec, un puissant médicament contre certains cancers.
- 2000 Le Projet du génome humain et Celera présentent les premières esquisses du génome humain.
- 1996 Des chercheurs créent le premier clone, la brebis Dolly, à partir d'une cellule adulte d'un mammifère.

ET DANS D'AUTRES DOMAINES...

- 1980 Nouvelle hypothèse expliquant la disparition des dinosaures : un astéroïde.
- 1985 Découverte d'un trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique.
- 1987 Des travaux en génétique donnent à penser que la dernière ancêtre femelle commune des humains modernes a vécu en Afrique il y a moins de 200 000 ans (ramené depuis à environ 150 000 ans).
- 1987 Le cœlacanthe, que l'on croyait éteint depuis l'ère des dinosaures, a été photographié et filmé vivant.
- 1994 On boucle la preuve du dernier théorème de Fermat, un problème mathématique vieux de 350 ans.
- 2001 Un comité international conclut que la majeure partie du réchauffement mondial est causée par l'activité humaine.
- 2002 Des fossiles découverts en Afrique indiquent que les indices les plus anciens des origines de l'humanité remontent 7 millions d'années, à peu près au moment de la séparation hommes/singes.
- 2003 Découverte de crânes vieux de 160 000 ans ; ce sont les restes les plus anciens d'humains presque modernes.